



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Nestlé

Plus de 50 pays touchés par le rappel de laits infantiles
Allemagne, Chine, Brésil... de nombreux pays ont été impactés par l'alerte lancé par le géant suisse. Ce dernier est critiqué pour sa communication. La liste des ... • (Page 08)

Tourisme en Afrique du Nord

En 2025, le Maroc a confirmé son leadership devant l'Égypte et la Tunisie
Dans le duel pour le leadership du tourisme en Afrique, le Maroc a confirmé son statut acquis en 2024 ... • (Pages 09,10)

Paris Sportifs en Afrique

Qui sont les leaders du secteur ?

• (Page 03)

CAN 2025

Guy Akpovy explique l'absence du Togo et mise sur la nouvelle Ligue professionnelle pour relancer le football
Le Togo figure parmi les grandes nations absentes de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 actuellement ... • (Page 02)

Avé

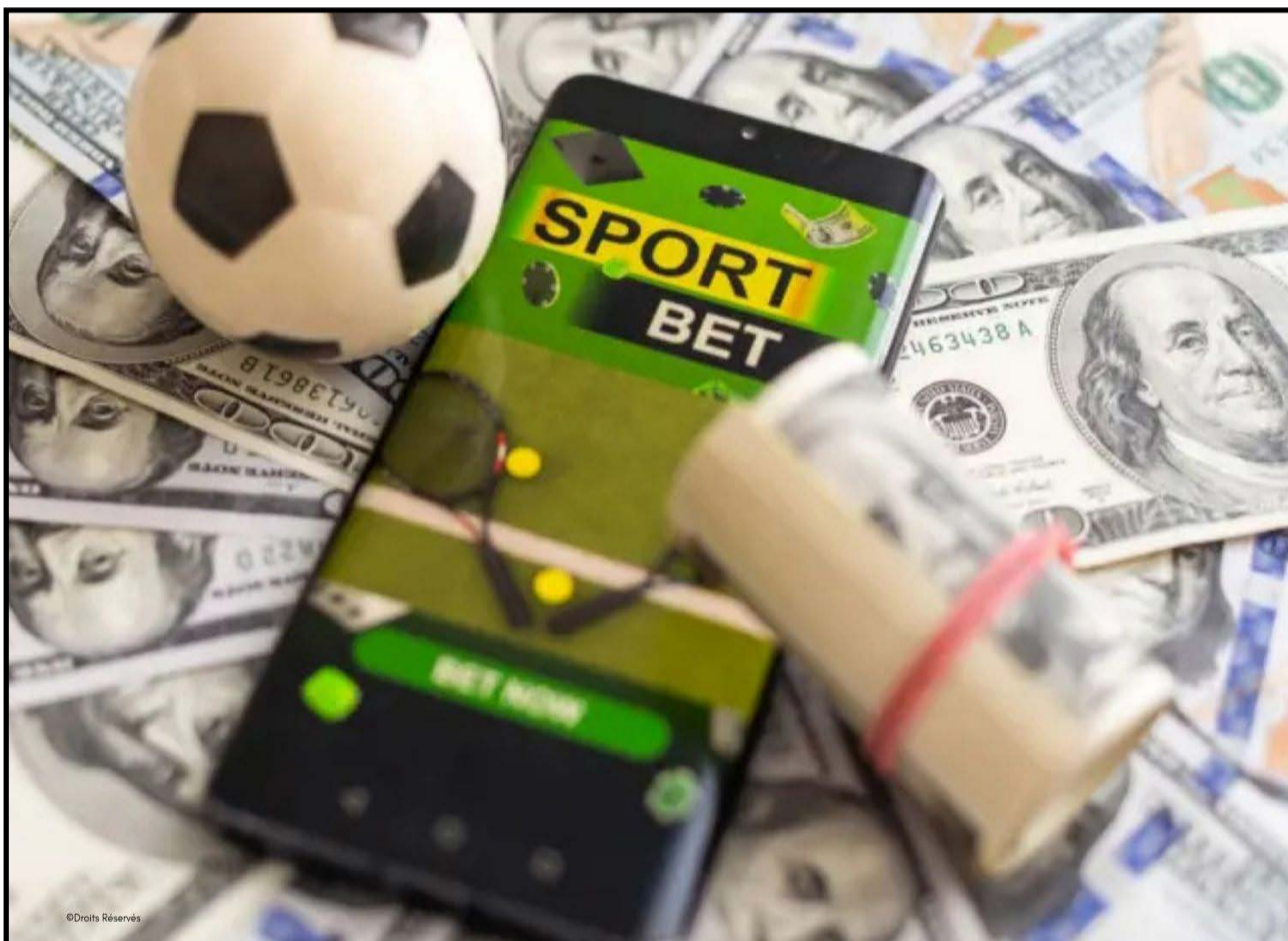
La commune rend hommage à ses partenaires
La commune Avé 2 a décerné des tableaux à ses partenaires institutionnels, techniques et financiers pour leur contribution ... • (Pages 04)

Croissance verte
Le Sénégal étudie l'instauration d'une taxe carbone

Dans un rapport économique prévisionnel, la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee) modélise l'impact du changement climatique sur l'activité ... • (Page 06)

Opinion

L'Intelligence artificielle redéfinit le financement des PME
Alors que l'intelligence artificielle s'impose progressivement dans les usages quotidiens, les stratégies d'entreprise et les politiques publiques, une ... • (Page 11)



Aéroportuaire au Togo

• (Page 04)

Kanka-Malik Natchaba reprend les rênes de la SALT



CANALBOX **FIBREZ SANS FRAIS**
PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*
TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ
8866 www.canalbox.tg

CAN 2025

Guy Akpovy explique l'absence du Togo et mise sur la nouvelle Ligue professionnelle pour relancer le football

Le Togo figure parmi les grandes nations absentes de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 actuellement en cours au Maroc. Une situation sur laquelle est revenu le président de la Fédération Togolaise de Football (FTF), le Colonel Kossi Guy Akpovy, ce jeudi, à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire consacrée à la création de la Ligue de Football Professionnelle du Togo (LFPT).

• Nicole Esso

Organisée par la FTF, cette rencontre a réuni les présidents des clubs de première et de deuxième division. Elle a été marquée par l'annonce officielle de la mise en place de la Ligue de Football Professionnelle du Togo, une réforme majeure attendue depuis plusieurs années. Pour la phase transitoire de deux ans, la LFPT sera pilotée par Maître Têtè Wilson-Bahun, chargé d'élaborer les textes réglementaires devant conduire à la tenue d'une assemblée générale électorale et à la mise en place d'un bureau exécutif autonome. Prenant la parole devant les responsables des clubs, le président de la FTF a abordé sans détour la non-participation du Togo à la CAN 2025. Selon le Colonel Guy Akpovy, cette absence s'explique principalement par l'insuffisance des moyens financiers et le déficit de joueurs évoluant au plus haut niveau.

« Aujourd'hui, le football évolue à grands pas. On ne peut plus faire du football avec de petits moyens. Il faut être lucide. Nous ne sommes pas à la CAN, c'est vrai, mais avons-nous les



moyens de notre politique sportive ? Avons-nous suffisamment de joueurs compétitifs ? Ils existent, certes, mais ils n'évoluent pas dans de grands clubs », a-t-il déclaré. Malgré ce constat, le président de la FTF se veut résolument optimiste. Il estime que la création de la Ligue de Football Professionnelle du Togo constitue une réponse structurante aux faiblesses actuelles du football national, notamment à travers le développement des académies et la formation des jeunes talents. « Grâce à cette réforme, nous pourrions produire chaque année 10 à 20 joueurs de qualité. Le Togo n'est pas un petit pays. Je suis convaincu que, dans quelques mois, nous aurons une équipe nationale solide,

régulière et compétitive, capable de répondre présente à chaque grande échéance », a-t-il assuré. La création de la LFPT s'inscrit dans une volonté affirmée du gouvernement togolais de moderniser durablement le football national. Cette réforme vise à professionnaliser la gestion des clubs, renforcer l'attractivité des compétitions, améliorer les infrastructures sportives, valoriser les talents locaux et stimuler l'ensemble de l'écosystème économique lié au football. Avec cette nouvelle dynamique, les autorités sportives togolaises espèrent poser les bases d'un renouveau durable du football national et d'un retour progressif du Togo parmi les nations majeures du football africain.

Image du jour



360
CAN 2025: QUATRE ENTRAÎNEURS AFRICAINS EN DEMI-FINALES, UNE PREMIÈRE DEPUIS 1965

AUX DÉCIDEURS ...

Le temps de la coordination et de l'audace

À peine les projecteurs de la COP30 se sont-ils éteints que le Togo donne déjà le ton. Avec le lancement du Cadre national d'identification et de formulation des projets climatiques, les autorités togolaises envoient un signal fort : celui d'un pays décidé à passer du discours à l'action, et surtout à structurer son action climatique autour d'une vision claire, cohérente et ambitieuse.

Pendant longtemps, l'Afrique – et le Togo n'y a pas échappé – a souffert d'un paradoxe climatique. D'un côté, une volonté politique affichée, des initiatives multiples et des partenaires mobilisés ; de l'autre, une dispersion des efforts, des projets isolés et une difficulté chronique à accéder aux financements internationaux pourtant disponibles. Le constat posé lors de la cérémonie de lancement est sans détour : sans coordination, sans lisibilité et sans projets « bankables », les bonnes intentions restent lettre morte. Le nouveau cadre national vient précisément répondre à cette faiblesse structurelle. Il ne s'agit pas d'un document de plus, mais d'un outil stratégique destiné à fédérer l'ensemble des acteurs – administrations, collectivités, secteur privé, société civile et partenaires financiers – autour d'un même langage et d'une même méthode. À l'heure où la finance climatique devient de plus en plus exigeante, seuls les pays capables de présenter des projets crédibles, alignés sur leurs priorités de développement et conformes aux standards internationaux peuvent espérer capter des ressources conséquentes.

L'autre mérite de cette initiative est de replacer la question climatique au cœur du développement économique. L'enjeu n'est plus seulement de protéger l'environnement, mais de transformer les contraintes climatiques en opportunités d'investissement durable, créatrices d'emplois et de valeur ajoutée. Les échanges avec les institutions comme la BOAD, l'Union européenne ou les banques commerciales l'ont clairement montré : l'argent existe, mais il va là où les projets sont solides, structurés et portés par une gouvernance crédible.

Toutefois, ce cadre, aussi pertinent soit-il, ne produira ses effets que s'il est suivi d'actions concrètes et mesurables. La structuration d'un véritable pipeline de projets, le renforcement des capacités des acteurs nationaux et la mise en œuvre d'une feuille de route partagée seront les véritables tests de cette ambition. Le défi est désormais d'éviter que cet élan ne s'essouffle et que la coordination annoncée ne reste théorique.

En prenant cette initiative dans le sillage de la COP30, le Togo affirme sa volonté de ne plus subir l'agenda climatique, mais d'y prendre toute sa place. Le message est clair : le temps des projets dispersés est révolu. Place à une action climatique structurée, lisible et tournée vers l'investissement. Reste maintenant à transformer l'essai, car sur le climat comme sur le développement, l'histoire ne retient que ceux qui savent allier vision et exécution.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Paris Sportifs en Afrique

Qui Sont Les Leaders du Secteur ?

Soucieuses de s'imposer sur un marché en pleine expansion – mais très concurrentiel –, plusieurs marques ont pris des positions de leaders. À destination de millions de joueurs, elles proposent des offres qui dessinent l'avenir du secteur en Afrique francophone et au-delà. Aperçu des forces en présence.

Lancée en 2007, 1xBet s'est rapidement déployée à travers l'Afrique. Basée à Chypre, la marque opère aujourd'hui dans plus d'une dizaine de pays, dont le Nigéria, le Ghana, le Kenya, l'Ouganda, le Cameroun, le Sénégal et la RDC. Ses revenus auraient atteint près de 2 milliards de dollars en 2023. Très impliquée dans le sponsoring, elle s'est notamment fait connaître grâce à un accord signé en 2019 avec la Confédération africaine de football (CAF), d'une durée de 10 ans et d'une valeur de 65,4 millions de dollars. En 2024, 1xBet a remporté le prix du meilleur opérateur de paris sportifs aux SIGMA Africa Awards (concours qui récompense l'excellence dans le domaine de l'iGaming et des paris sportifs), confirmant ainsi sa position parmi les leaders de l'industrie du jeu en Afrique.

PREMIER BET

Cet opérateur de paris sportifs et de jeux en ligne a vu le jour en 2013. Présent dans plusieurs pays d'Afrique, il s'est imposé comme l'un des leaders de ce marché en Afrique francophone. On le retrouve notamment en Côte d'Ivoire, au Cameroun, Mali, Burkina Faso, Congo, en RDC, ainsi qu'au Togo et au Gabon. L'entreprise propose des paris sportifs, des jeux de casino en ligne et des jeux virtuels, accessibles via une application mobile, un site web et des points de vente physiques. Aujourd'hui, Premier Bet, détenu par Premier Betting International Ltd, revendique plus de 800 000 joueurs actifs chaque mois sur le continent. Son succès repose sur une stratégie locale : bonus ciblés, services mobile money, et une forte présence physique pour accompagner son offre numérique.

BETCLIC

Poids lourd européen du pari sportif en ligne, le groupe français Betclit (11 millions d'utilisateurs dans le monde) est



présent en Afrique francophone depuis 2022, avec des activités en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Bénin. En Côte d'Ivoire, son chiffre d'affaires est passé de 3 à 24,8 milliards de francs CFA (de 4,5 millions d'euros à 37,8 millions d'euros) entre 2022 et 2023, pour un résultat net de 3,2 milliards de francs CFA (4,8 millions d'euros). Betclit s'appuie sur des campagnes marketing locales et sur le sponsoring sportif, notamment avec le club de football ASEC Mimosas. Le groupe de Stéphane Courbit ambitionne de renforcer sa présence en Afrique francophone à travers des partenariats footballistiques et des licences locales.

BETPAWA

Lancée en 2015, betPawa est une plateforme de paris sportifs détenue par Mchezo Limited, groupe basé à Kigali, au Rwanda. En 2022, betPawa a distribué 2 millions de dollars d'actions, permettant à 200 000 clients fidèles de devenir actionnaires, renforçant ainsi l'implication communautaire. La technologie est développée par pawaTech, société basée en Estonie. BetPawa est présente dans 17 pays africains, avec une forte activité en Afrique francophone, notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal, Cameroun, Bénin, en RDC et au Gabon. La marque soutient activement

le football local à travers des partenariats clés, comme la betPawa Premier League au Ghana et des collaborations avec des fédérations nationales, contribuant au développement du sport dans la région.

MELBET

Lancé en 2012, cet opérateur de paris sportifs et de jeux de casino en ligne est actif dans plusieurs pays d'Afrique francophone comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun, le Congo et le Burundi. Il attire plus de 400 000 utilisateurs actifs mensuels dans le monde entier et totalise environ 42 millions de visites mensuelles sur sa plateforme. En 2025, Melbet a été récompensé pour son excellence en recevant le prix de Meilleur casino en ligne en Afrique aux SIGMA Awards. L'opérateur international se distingue par une interface mobile conviviale, des options de paiement locales (Orange Money, MTN, etc.) et une large offre de paris avec des cotes compétitives.

BETWAY

Betway, marque britannique créée en 2006 par Super Group, s'est implantée en Afrique dès 2017 via l'Afrique du Sud. Suivront le Ghana, le Kenya, l'Ouganda, la Zambie, le Mozambique, le Nigéria, la Tanzanie,

le Malawi et le Botswana. Au premier trimestre 2025, l'Afrique représentait 39 % de ses revenus, contre 37 % en 2024 (444 millions d'euros), confirmant l'importance stratégique du continent.

BET9JA

Créée en 2013 par Kunle Soname et Ayo Ojuoye, Bet9ja est la première plateforme de paris sportifs au Nigéria et un acteur clé en Afrique de l'Ouest. Forte d'un vaste réseau de points de vente physiques et d'une présence digitale solide, elle propose des paris en espèces et en ligne sur le football, le tennis, le basketball et les jeux virtuels.

BETIKA

Fondée en 2016 à Nairobi, Betika est l'une des principales plateformes de paris sportifs en Afrique de l'Est. Appartenant à Shop and Deliver Limited, elle séduit avec des mises accessibles, une offre sportive variée et un casino en ligne en expansion. Finaliste aux SIGMA Africa Awards 2025, elle comptait, fin 2024, plus de 1,39 million d'utilisateurs actifs hebdomadaires, confirmant à cette période sa position de leader du marché kényan.

HOLLYWOODBETS

Lancée au début des années 2000, Hollywoodbets est l'un des principaux opérateurs de paris sportifs en Afrique

australe, avec une forte présence en Afrique du Sud, au Mozambique, en Irlande et au Royaume-Uni. Son offre inclut paris sportifs, hippiques, jeux virtuels et casino en ligne. Au premier semestre 2024, elle détenait 40,21 % du marché sud-africain, générant 127 millions de dollars de revenus bruts sur cette période.

BETKING

Créé en 2018 par Byron Petzer et Adekunle Adeniji, BetKing est un opérateur de paris sportifs actif au Nigéria, au Kenya, en Éthiopie et au Ghana. Alliant plateforme en ligne et réseau physique d'agents, l'entreprise s'est rapidement imposée comme un acteur majeur en Afrique de l'Ouest et de l'Est. BetKing propose des paris sportifs, jeux virtuels et casino en ligne, avec une forte présence sur le marché nigérian.

SUPABETS

Lancé en 2008 en Afrique du Sud, Supabets est un acteur clé des paris sportifs et du casino en ligne en Afrique australe. La marque s'est développée dans plus de 20 pays africains, offrant un large assortiment de jeux, dont des jeux innovants comme les crash games. Elle mise sur la technologie et les partenariats pour renforcer sa présence continen-

tale.

NAIRABET

Fondé en 2009 par Akin Alabi, NairaBet est le premier site de paris sportifs en ligne au Nigéria. Très actif dans ce pays, il est également présent au Ghana et au Kenya. La plateforme donne accès à une gamme étendue de paris sportifs incluant football, basketball et tennis, et à un casino en ligne.

22BET

Actif en Afrique depuis 2018, 22Bet opère dans des pays tels que le Kenya, le Nigéria, le Ghana, l'Ouganda, la Tanzanie, le Sénégal et le Cameroun. La plateforme dispose de nombreux jeux et paris sportifs, y compris associés à des événements locaux et aux matchs de la Ligue des champions de la CAF. Elle est également partenaire officiel du Paris Saint-Germain en Afrique.

BETWINNER

Lancé en 2018 et licencié à Curaçao, BetWinner est présent dans plusieurs pays africains, dont le Nigéria, le Kenya, le Ghana, l'Ouganda et la Zambie. Cette marque offre plus de 45 sports, des paris en direct, des jeux de casino et un échange de paris unique en Afrique. BetWinner propose également des paiements locaux adaptés aux utilisateurs africains.

SPORTPESA

SportPesa, fondée en 2014 au Kenya, est l'une des marques de paris les plus connues en Afrique. Elle s'est développée rapidement grâce à des partenariats avec des clubs de Premier League comme Everton et Hull City. En plus de soutenir le football local, SportPesa promeut le jeu responsable. Malgré des défis réglementaires au Kenya (la société y a cessé ses opérations en août 2024), elle reste active en Tanzanie, en Afrique du Sud et au Ghana.

Avec Forbes Afrique

Togo Top Impact 2025

Mme OBI Tchamsi, une femme leader dont l'impact se construit dans la durée

Mme OBI TCHAMSI figure parmi les nominées dans la catégorie Femme Leader d'Impact de l'année 2025 aux Togo Top Impact Awards.

Une reconnaissance forte, qui vient mettre en lumière un parcours fait de sacrifices, de travail acharné et d'engagement constant au service de l'entrepreneuriat, du leadership féminin et du développement humain au Togo et au-delà.

Derrière la distinction, une femme de terrain

Avant les trophées et les honneurs, Mme OBI Tchamsi est avant tout une femme de terrain. Coach agile certifiée, consultante en stratégie entrepreneuriale, formatrice et conférencière, elle consacre sa vie professionnelle à accompagner des femmes, des jeunes, des entrepreneurs et des organisations à se structurer, à croire en leur potentiel et à bâtir des projets solides. Son approche est directe, pragmatique, humaine, toujours tournée vers des résultats concrets.

Une base académique solide, renforcée par l'expérience

Titulaire de Masters en Marketing & Communication (2012) et en Gestion de projets (2011), complétés par plusieurs licences et certifications professionnelles en coaching éthique, leadership, management et accompagnement du changement, Mme OBI Tchamsi a su allier savoir académique et expérience de terrain. Plus de vingt (20) ans d'activité professionnelle, dont plus de douze (12) années à des postes de management, ont forgé une expertise crédible et respectée.

SDK Conseil, un outil au service de l'impact

Depuis 2018, à travers SDK Conseil, qu'elle a fondé et qu'elle dirige, Mme OBI Tchamsi accompagne entrepreneurs, PME, ONG et institutions publiques à travers le coaching, la formation,



le mentorat et le consulting. Son programme phare, « Le Coffret de l'Entrepreneur », est devenu une référence pour de nombreux porteurs de projets, les aidant à passer de l'idée à l'action, à structurer leur entreprise et à développer un leadership managérial durable.

Un engagement institutionnel profond et assumé

L'engagement de Mme OBI Tchamsi dépasse largement le cadre de son cabinet. Elle est Présidente fondatrice de l'Association Togolaise des Startups (ATS), Présidente de la Fédération des Femmes Africaines pour la Paix et le Développement Durable (FFAPDD), Représentante nationale du Réseau International des Coachs Éthiques (RICE) et Présidente fondatrice de l'École des Affaires, de l'Entrepreneuriat et des Carrières (EAEC). Elle est également initiatrice du concept KIDSPRENEURS au Togo, une innovation sociale majeure qui prépare les enfants et les jeunes à l'esprit entrepreneurial, et coordinatrice de la Foire "Mon Beau Village" de 2022 à 2024, un espace de valorisation des talents locaux et de l'économie communautaire.

Des distinctions qui jalonnent un parcours d'impact

Le travail de Mme OBI Tcham-

si a été reconnu à plusieurs reprises au fil des années, témoignant de la constance et de la profondeur de son engagement. Dès octobre 2019, elle est distinguée Femme d'influence lors du 5^e Sommet National du Leadership Féminin, avant de recevoir en juillet 2021 un certificat d'honneur décerné par un collectif d'organisations engagées, dont Sephis Togo, Girls Motion, Speed International et le Collectif Zéro Indigent. Cette reconnaissance se confirme en janvier 2022 avec un nouveau titre de Femme d'influence au 7^e Sommet National du Leadership Féminin, puis en mars 2022 par une distinction de Femme d'impact au Gala des Femmes d'Impact.

L'année 2022 marque également une étape internationale dans son parcours, avec le Trophée de la Meilleure Femme Coach reçu en novembre au Bénin lors de la Nuit Internationale des Coachs, suivi en décembre du certificat de Meilleure consultante entrepreneure de l'année décerné par RELD Consulting. En février 2024, son expertise est consacrée à l'échelle régionale par le Prix du Meilleur Coach Éthique, catégorie Business et Entrepreneuriat, en Côte d'Ivoire, avant de recevoir en mai 2024 la distinction honorifique Grand Prix Général Mathieu Kérékou. En 2025, elle est une nouvelle fois honorée avec le Trophée Femme Inspirante, décerné par l'ONG Étoile d'Afrique, confirmant durablement son statut de femme leader d'impact.

Une femme guidée par le sens et la transmission

Ce qui distingue réellement Mme OBI Tchamsi, c'est sa capacité à transmettre, à inspirer et à éveiller les consciences. Elle porte une conviction simple mais puissante : former des leaders, révéler les talents et bâtir des entreprises compétitives est une réponse durable au chômage et à la pauvreté. Son leadership est calme, cohérent, profondément humain.

Avé

La commune rend hommage à ses partenaires

La commune Avé 2 a décerné des tableaux à ses partenaires institutionnels, techniques et financiers pour leur contribution remarquable au développement local de la commune, lors d'une cérémonie officielle, le vendredi 9 janvier à Noépé, à 27 km de Kévé, chef-lieu de la préfecture de l'Avé.



Cette cérémonie, initiée par le conseil municipal, s'inscrit dans une dynamique de reconnaissance de l'appui constant des acteurs ayant accompagné la commune au cours des six dernières années, notamment dans les domaines de la gouvernance locale, les infrastructures socio-économiques, l'éducation, la santé, l'eau potable et la cohésion sociale. L'événement a mobilisé des autorités administratives et locales, des élus municipaux, les chefs traditionnels, les responsables des services déconcentrés de l'État, les organisations de la société civile ainsi que les partenaires et les bénéficiaires

des projets développement. Le maire de la commune Avé 2, Ayawli Kwaku, a exprimé la gratitude des populations de Noépé et de toute la commune envers les partenaires pour leur engagement constant. Il a rappelé que l'action communale s'inscrit dans la vision nationale fondée sur la protection des populations, le rassemblement des forces vives et la transformation durable des territoires. Le maire a souligné que cette distinction vise à reconnaître, de manière solennelle et durable, les contributions exemplaires des partenaires au développement local. Il

a, par ailleurs, invité l'ensemble des acteurs à renforcer la synergie et à la coopération afin de bâtir, ensemble, une commune prospère et résiliente. Les partenaires ont salué cette marque de reconnaissance et réaffirmé leur disponibilité à poursuivre leur collaboration avec la commune Avé 2, dans l'intérêt du développement local durable. La cérémonie s'est achevée dans une ambiance conviviale, marquée par la remise des tableaux d'honneur et une photo de famille, symbole de l'unité d'action en faveur du progrès de la commune Avé 2.

ATOP/KAT/MG/KYA

Aéroportuaire au Togo

Kanka-Malik Natchaba reprend les rênes de la SALT

Par décret présidentiel, Faure Essozimna Gnassingbé a nommé Kanka-Malik Natchaba, directeur général de la Société Aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT). L'ex-ministre ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche succède au Général de brigade Dimini Allaharé, chef d'État-major général des Forces armées togolaises.

C'est une nomination qui marque un retour à la tête d'une institution qu'il a déjà dirigée entre 2016 et 2017. Après son premier passage à la SALT, M. Natchaba avait intégré la présidence de la République en tant que ministre délégué, coordonnateur de la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires (CPES). Par la suite, le nouveau DG de la SALT a exercé les fonctions de ministre, secrétaire général du gouvernement entre octobre 2020 et septembre 2023, avant de prendre le portefeuille de l'Enseignement supérieur en août 2024 plus récemment. Ayant déjà eu à gérer l'institution aéroportuaire, ainsi que des dossiers prioritaires à la présidence,



Kanka-Malik Natchaba devrait rapidement retrouver ses marques et poursuivre les ambitions de Lomé de renforcer sa position de hub logistique régional, en s'appuyant sur la plateforme aéroportuaire de la capitale. Par ailleurs, M. Natchaba devra notamment superviser

la modernisation des infrastructures de l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE), un actif aujourd'hui central pour la connectivité de l'Afrique de l'Ouest, notamment via les activités d'Asky et d'Ethiopian Airlines.

Avec atlanticinfos



CAN Maroc 2025

Cinq Ballons d'Or africains au dernier carré exceptionnel

Si les quatre nations africains (Maroc-Sénégal-Nigeria-Égypte) ne sont plus qu'à deux marches du sacre de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2025), les demi-finales se distinguent par une concentration rare de talents, avec cinq Ballons d'Or africains réunis sur la même scène.

Ce quatuor de rêve incarne à la fois l'histoire et l'avenir du football africain, faisant de la CAN-2025 une édition exceptionnelle à tous les niveaux. La CAN-2025 marque également l'histoire par sa prolifération offensive exceptionnelle, ayant déjà atteint la barre record de 119 buts, égalant le record détenu par la précédente édition en Côte d'Ivoire. Les quatre demi-finalistes de cette compétition continentale représentent l'élite historique du football africain. Chacune de ces équipes a déjà inscrit son nom au palmarès de la compétition, avec des victoires marquantes et des générations de joueurs légendaires. Il s'agit de Achraf

Hakimi, Ademola Lookman, Victor Osimhen, Sadio Mané et Mohamed Salah. À eux cinq, ces joueurs se sont partagés les sept derniers Ballons d'Or africains, puisque Sadio Mané et Mohamed Salah ont chacun été sacrés à deux reprises, confirmant ainsi le caractère historique et prestigieux de ce dernier carré. Mohamed Salah, leader technique de l'Égypte, continue de briller avec sa sélection. Contre la Côte d'Ivoire, il a été décisif dans le jeu et a inscrit le troisième but des Pharaons, portant son total personnel à quatre réalisations dans la compétition. Même constat pour Victor Osimhen, qui a dominé le jeu face à l'Algérie et s'est imposé comme l'homme fort du



● Cinq ballons d'or - Mané, Lookman, Osimhen, Salah et Hakimi- à la conquête du trophée continental.
Par Le360 Afrique (avec MAP)

Nigeria. L'ancien Napolitain a ouvert le score d'une

tête magistrale et a ensuite parfaitement servi Akor Adams,

qui a conclu pour breaker le match, démontrant toute sa

qualité et sa complicité offensive avec ses coéquipiers.

Economie**L'Éthiopie lance la construction du plus grand aéroport d'Afrique pour un coût de 12,7 milliards de dollars**

L'Éthiopie a lancé, le samedi 10 janvier 2026, la construction d'un mégaaéroport international à Bishoftu, à une quarantaine de kilomètres d'Addis-Abeba.

Dotée, à terme, d'une capacité de 110 millions de passagers par an, l'infrastructure nécessitera un investissement de 12,7 milliards de dollars. Outre les problèmes de saturation de l'aéroport international d'Addis-Abeba-Bole, des contraintes techniques ont plaidé en faveur du transfert de l'aéroport vers un nouveau site, plutôt que de l'extension de l'infrastructure existante. Après le mégabarrage de la Renaissance éthiopienne, inauguré l'année dernière, l'Éthiopie s'est engagée dans la construction d'un méga-aéroport, l'infrastructure d'Addis-Abeba-Bole étant devenue trop étroite pour accompagner les ambitions d'Ethiopian Airlines, première compagnie aérienne du continent africain.

Le premier coup de pioche symbolique a été donné par le Premier ministre Abiy Ahmed le samedi 10 janvier 2026.

Le nouvel aéroport sera implanté à Bishoftu, dans la région d'Oromia, à une quarantaine de kilomètres de la capitale Addis-Abeba, et s'étendra sur une superficie de 35 km². À travers cette infrastructure aéroportuaire, l'Éthiopie, qui dispose de la première compagnie aérienne africaine et de l'un des réseaux de destinations les plus étendus au monde, entend consolider sa domi-



● La maquette du nouvel aéroport de Bishoftu, à 45 km d'Addis-Abeba. A termes, l'infrastructure sera dotée d'une capacité de traitement de 110 millions de passagers.

nation sur le ciel africain et renforcer davantage sa position à l'échelle internationale. Pour la réalisation de cet ouvrage, dont le coût est estimé à 12,7 milliards de dollars, l'Éthiopie prévoit de mobiliser, en plus d'Ethiopian Airlines —compagnie entièrement publique—, des financements auprès de plusieurs bailleurs de fonds internationaux. Parmi eux figure la Banque africaine de développement (BAD), qui s'est engagée à hauteur de 500 millions de dollars. Le gouvernement éthiopien compte également sur les concours financiers de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), de l'Agence américaine de financement du développement international (DFC) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). L'aéroport sera réalisé en deux phases. La première

permettra la mise en service d'une infrastructure dotée d'une capacité de traitement de 60 millions de passagers par an. Les travaux de cette phase s'étaleront sur cinq ans et, à leur achèvement, l'Éthiopie disposera du plus grand aéroport du continent africain. Une seconde phase portera ensuite la capacité totale de l'aéroport à 110 millions de passagers par an. Le futur aéroport sera équipé de quatre pistes et bénéficiera de l'ensemble des infrastructures propres aux grands hubs aéroportuaires modernes. Il sera relié à Addis-Abeba par une autoroute moderne à plusieurs voies ainsi que par une ligne ferroviaire à grande vitesse, permettant des liaisons comprises entre 120 et 200 km/h. L'aéroport de Bishoftu, dont la construction vient de démarrer, est appelé à

remplacer celui de Bole, situé en plein cœur de la capitale Addis-Abeba et doté d'une capacité de traitement d'environ 25 millions de passagers par an. Devenu trop étroit, notamment au regard des ambitions de la compagnie aérienne nationale, il ne répond plus aux besoins d'Ethiopian Airlines, qui envisage de porter sa flotte à 270 appareils à l'horizon 2035.

Ce nouvel aéroport «placera l'Éthiopie parmi les principaux hubs aériens mondiaux», a souligné le Premier ministre Abiy Ahmed lors de la cérémonie de lancement des travaux.

Avec ce nouveau hub aéroportuaire, l'Éthiopie entend doter Ethiopian Airlines, leader du transport aérien africain avec plus de 17 millions de passagers transportés en 2024, d'une plateforme à même de rivaliser

avec les plus grandes infrastructures mondiales. Le projet s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement de la compagnie, qui ambitionne de porter sa flotte à 270 appareils à l'horizon 2035, contre environ 150 avions actuellement. À noter qu'au-delà des problèmes de saturation de l'aéroport actuel, certaines contraintes techniques ont également pesé dans la décision de délocaliser la nouvelle infrastructure vers un autre site. La maquette du nouvel aéroport de Lagos qui sera réalisé sur une aire 3.500 hectares sur l'axe Lekki-Epe et nécessitera un investissement de 900 millions de dollars. Cet aéroport aura une capacité de traitement de 5 millions de personnes par an. DR En effet, l'aéroport international de Bole étant situé en altitude, la pression atmosphérique y impacte le remplissage des réservoirs des avions de ligne. Cette contrainte oblige les appareils d'Ethiopian Airlines

assurant des liaisons directes vers les États-Unis à effectuer des escales en Afrique de l'Ouest afin de refaire le plein de kérosène. Une difficulté qui ne se posera pas à Bishoftu, située à 1.920 mètres d'altitude, contre 2.320 mètres pour l'aéroport international de Bole à Addis-Abeba. Grâce à cette différence d'altitude, Ethiopian Airlines pourra réaliser d'importantes économies en matière de consommation de carburant sur les vols long-courriers, en opérant des trajets directs sans escale. Par ailleurs, les décollages à haute altitude accélèrent l'usure des fuselages des avions, ce qui constitue un second argument technique ayant plaidé en faveur du déplacement de l'aéroport plutôt que de l'extension de l'infrastructure existante. Enfin, avec une flotte portée à 270 appareils à l'horizon 2035, Ethiopian Airlines a besoin de surfaces et d'espaces adaptés pour accueillir, entretenir et exploiter efficacement l'ensemble de ses avions.

Par Moussa Diop



● Une maquette de l'aéroport de Bishoftu, Ethiopie. (DR)

Croissance verte

Le Sénégal étudie l'instauration d'une taxe carbone

Dans un rapport économique prévisionnel, la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee) modélise l'impact du changement climatique sur l'activité du pays. Les résultats sont sans appel : sans politique d'adaptation, le Pib pourrait chuter de près de 9 % d'ici à 2050. L'étude explore les voies de financement d'une transition verte, préconisant notamment l'instauration progressive d'une taxe carbone et des subventions ciblées pour les investissements privés.

Le Sénégal, à l'image de nombreux pays africains, subit de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique, et ce, malgré une contribution marginale (seulement 0,02 %) aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les phénomènes extrêmes — inondations récurrentes, avancée de la mer érodant le littoral et sécheresses persistantes — menacent directement les fondements de son économie, notamment les secteurs clés de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. Face à cette vulnérabilité accrue, la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee) a rendu publique une étude prospective majeure intitulée « Quelles stratégies de mobilisation des ressources pour une croissance verte au Sénégal ». Elle vise à définir avec précision les leviers de financement d'une croissance à la fois verte et résiliente.

Investissement public et réallocation budgétaire

Les conclusions de ces travaux de modélisation, fondés sur un modèle économique sophistiqué, dit « Megc Vert », se révèlent particulièrement alarmantes. Selon le scénario de référence, en l'absence totale de politiques d'adaptation et d'atténuation, les dommages climatiques cumulés pourraient entraîner, en moyenne sur les 25 prochaines années, une baisse substantielle du Pib de 8,66 %, une contraction de la consommation des ménages de 9,33 % et un fléchissement de l'investissement privé de l'ordre de 11,19 %. Le secteur primaire, plus particulièrement l'agriculture, paierait le plus lourd tribut, avec un recul de production potentiel dépassant les 18 %, en raison de la chute de la pluviométrie et du stress thermique. Néanmoins, l'étude démontre, de manière convaincante, qu'une inversion de tendance demeure possible grâce à une intervention publique volontariste. Un scénario alternatif, intégrant une politique d'adaptation rigoureuse financée par une réallocation des dépenses publiques courantes, permettrait non seulement d'annuler ces pertes à moyen terme, mais de générer également, à l'horizon 2050, une légère crois-



sance du Pib (+1,27 %) et un rebond de l'investissement privé (+2,23 %). Cette approche, bien qu'efficace, requiert cependant la mobilisation de fonds publics considérables dont la collecte se heurte inévitablement aux contraintes budgétaires structurelles du pays. C'est précisément à ce stade des réflexions qu'intervient la proposition phare et novatrice du rapport : l'instauration progressive et réfléchie d'une taxe carbone. Calibrée pour atteindre, à terme, un prix de référence de 60 dollars américains la tonne de CO₂ et évoluant, de manière graduelle, sur une période de 10 ans, cette fiscalité environnementale ciblée pourrait, à long terme, financer approximativement 7,4 % des besoins climatiques totaux identifiés par le pays. Les simulations économiques indiquent qu'une telle mesure, si elle est méticuleusement conçue, peut soutenir l'activité économique globale en finançant des politiques d'adaptation efficaces tout en limitant l'impact inflationniste sur le pouvoir d'achat des ménages. Grâce aux investissements publics rendus possibles par ces nouvelles recettes, le Pib réel progresserait ainsi de 1,17 % en moyenne sur la période. Parallèlement, et de manière complémentaire, pour réduire à la source les émissions de gaz à effet de serre, l'étude plaide avec force en faveur de mesures incitatives directes et ciblées en direction du secteur privé. Un scénario testant l'instauration d'une subvention de 10 % sur l'acquisition de biens d'équipement verts dans les secteurs stratégiques des transports et de la production électrique laisse entrevoir des résultats particulièrement significatifs. Une telle politique incitative pourrait réduire le taux d'émission de près de sept points de pourcentage d'ici à 2035 et dyna-

miser en même temps l'investissement privé de plus de 3 %. Le coût initial pour les finances publiques, bien que réel et mesurable, serait partiellement compensé par la dynamique économique positive induite et l'élargissement de l'assiette fiscale.

Un cadre réglementaire et financier à parfaire

De plus, le diagnostic institutionnel approfondi du rapport met en lumière, avec lucidité, les obstacles persistants entravant le développement d'une finance verte robuste au Sénégal. Parmi ces freins figurent particulièrement la persistance de subventions aux énergies fossiles, les coûts initiaux prohibitifs des projets d'énergies renouvelables, un déficit d'expertise technique au sein des institutions financières et l'absence criante d'instruments de marché innovants, tels que les certificats carbone négociables. La réussite d'une transition verte sénégalaise passe donc impérativement par un effort conjoint et coordonné : rationaliser les subventions contreproductives, renforcer durablement les capacités des acteurs financiers et diversifier les instruments de mobilisation de fonds dédiés. Cette étude prévisionnelle délivre un message clair et urgent aux décideurs politiques et économiques sénégalais. L'inaction climatique ou une réponse trop timorée aurait un coût économique et social prohibitif, bien supérieur à celui de l'action. Pour y remédier et construire une trajectoire de développement résiliente, une combinaison équilibrée de financements publics innovants — à l'image d'une taxe carbone progressive — et d'incitations ciblées pour le secteur privé apparaît non seulement nécessaire, mais aussi économiquement vertueuse et réaliste.

Avec lesoleil

Burkina

Réduction des jours fériés à 11, permettant d'économiser 17 milliards FCFA

Le Burkina Faso vient d'opérer une réforme à forte portée économique de son calendrier national. En effet, les députés de l'Assemblée législative de transition (ALT), réunis en séance plénière ce 9 janvier à Ouagadougou, la capitale, ont adopté à l'unanimité une nouvelle loi réorganisant les jours fériés.

● Junior Aredola

Ainsi, le nombre de jours chômés et payés passe de 15 à 11, une rationalisation qui devrait générer des économies budgétaires estimées à 16,88 milliards FCFA (30 millions de dollars) par an. Dans un contexte marqué par de fortes contraintes sur les finances publiques, cette décision traduit la volonté des autorités de dégager des marges budgétaires, tout en améliorant l'efficacité de l'administration et la continuité des services publics. Selon les projections gouvernementales, la réduction de quatre jours chômés et payés représente un gain financier substantiel pour l'État, essentiellement lié à la diminution du coût salarial indirect et à l'augmentation du temps de travail effectif dans l'administration publique et les structures parapubliques. Autre innovation notable, la suppression de la disposition qui rendait automatiquement chômé et payé le lendemain d'une fête légale tombant un dimanche. Cette mesure, longtemps considérée comme coûteuse et peu compatible avec les impératifs de productivité, contribue également à la rationalisation recherchée par l'exécutif. Désormais, la liste des jours chômés et payés limitée à 11 dates sont : le



● Dr Ousmane BOUGOUMA, Président de l'Assemblée législative de transition

1er janvier (Jour de l'An), le 8 mars (Journée internationale de la femme), le 1er mai (Fête du travail), le 15 mai (Journée des coutumes et traditions), le 15 août (Assomption), le 11 décembre (Fête nationale) et le 25 décembre (Noël). A cela s'ajoutent, les principales fêtes religieuses mobiles, en l'occurrence l'Ascension, le Maouloud, le Ramadan et la Tabaski.

Des dates historiques reclassées en journées de commémoration

La réforme introduit une distinction claire entre jours chômés et payés et journées de commémoration et de recueillement, ces dernières n'entraînant plus d'interruption du travail. Sont désormais classées dans cette catégorie plusieurs dates emblématiques de l'histoire nationale, notamment le 3

janvier (Soulèvement populaire), le 4 août (Avènement de la Révolution), le 5 août (Proclamation de l'indépendance), le 15 octobre (Journée Thomas Sankara), le 31 octobre (Journée des martyrs), ainsi que le 1er novembre, qui cumule la Journée de l'Armée et la Toussaint. Pour le gouvernement, ce reclassement vise à préserver la mémoire nationale sans alourdir le coût économique lié aux arrêts de travail. Au-delà de l'impact budgétaire immédiat, l'exécutif inscrit cette réforme dans une démarche plus large d'affirmation de la souveraineté nationale et de modernisation de l'action publique. L'intégration de la Journée des coutumes et traditions, le 15 mai, parmi les jours chômés et payés répond, selon les autorités, à la volonté de réaffirmer la laïcité de l'État et la reconnaissance des valeurs endogènes.

Finance numérique

Chatue Diop, pionnière de l'investissement numérique en Afrique centrale, est décédée

La nouvelle est tombée ce vendredi 9 janvier 2026. Nelly Chatue Diop, fondatrice de la fintech Ejara et figure connue de l'inclusion financière par la technologie en Afrique francophone, est décédée.

Les causes de sa disparition n'ont pas été rendues publiques. Son décès suscite une vive émotion au sein des milieux économiques et technologiques, en particulier en Afrique centrale et de l'Ouest, où elle avait progressivement imposé son nom. Ingénieure de formation, stratège des données, entrepreneure engagée, Nelly Chatue Diop avait construit un parcours atypique, à la croisée des grands groupes interna-



tionaux et de l'innovation numérique africaine. Sa dis-

parition laisse un vide dans un secteur encore en structuration, où son expérience et sa rigueur faisaient référence.

Une formation scientifique et managériale solide

Née au Cameroun, Nelly Chatue Diop avait très tôt orienté ses études vers les sciences et la technologie. Diplômée en 2004 de l'École supérieure de chimie, physique et élec-

Suite à la page 8



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 9 janvier 2026

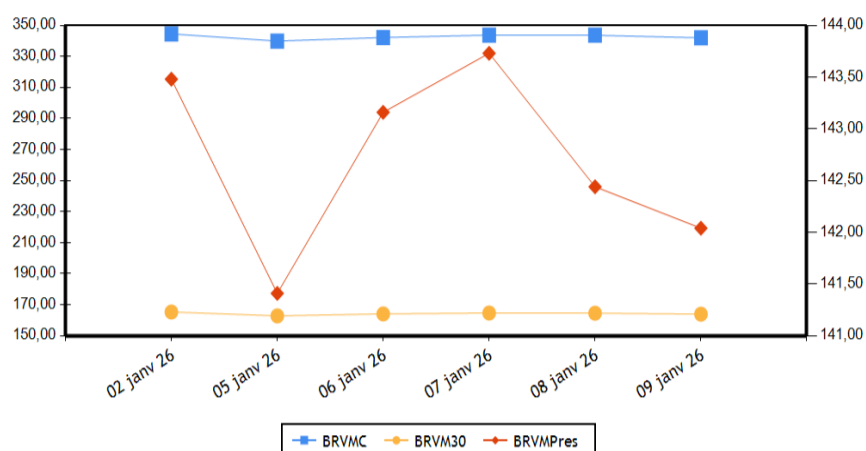
N° 6

BRVM COMPOSITE	341,95
Variation Jour	-0,49 % ↓
Variation annuelle	-1,10 % ↓

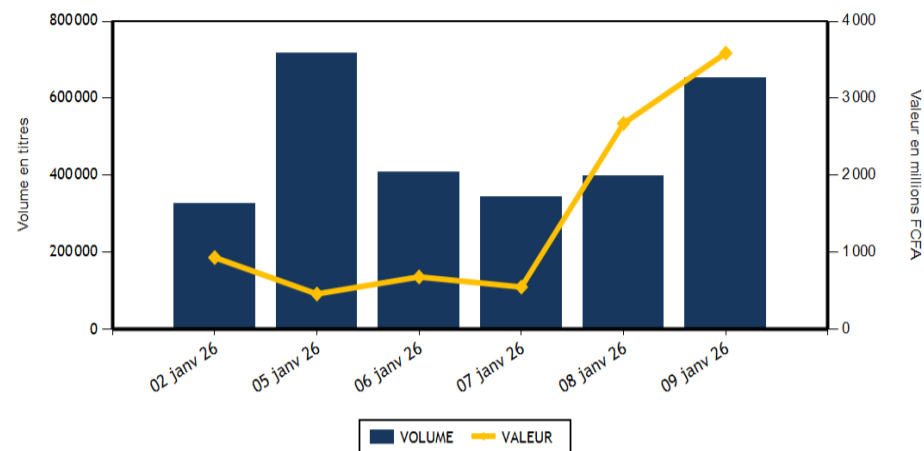
BRVM 30	163,94
Variation Jour	-0,39 % ↓
Variation annuelle	-1,38 % ↓

BRVM PRESTIGE	142,04
Variation Jour	-0,28 % ↓
Variation annuelle	-1,53 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 184 345 965 614	-0,49 %
Volume échangé (Actions & Droits)	387 442	106,02 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 041 909 726	87,53 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	21	23,53 %
Nombre de titres en baisse	20	11,11 %
Nombre de titres inchangés	6	-50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 434 135 893 606	0,00 %
Volume échangé	265 266	26,30 %
Valeur transigée (FCFA)	2 545 731 240	20,15 %
Nombre de titres transigés	5	0,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 060	7,07 %	51,43 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 150	6,48 %	-4,17 %
SICOR CI (SICC)	3 700	4,08 %	12,12 %
SICABLE CI (CABC)	2 445	3,82 %	3,60 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	1 660	3,75 %	5,06 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 120	-7,05 %	-15,47 %
UNILEVER CI (UNLC)	35 000	-6,67 %	2,26 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	22	-4,35 %	-4,35 %
SOLIBRA CI (SLBC)	27 600	-4,33 %	-4,50 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	27 500	-3,51 %	-8,01 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	142,04	-0,28 %	-1,53 %	43 422	771 124 840	10,60
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	216,97	-0,98 %	-0,31 %	344 020	270 784 886	13,57

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	131,68	-0,48 %	-1,10 %	387 442	1 041 909 726	11,72

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	93,28	0,02 %	-1,71 %	8 419	133 716 385	9,60
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	164,65	0,49 %	-4,84 %	12 227	18 304 710	58,70
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	145,01	-0,56 %	-0,58 %	315 019	755 899 741	9,66
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	213,64	-2,05 %	-1,13 %	8 802	58 760 160	11,27
BRVM - INDUSTRIELS	6	136,25	0,91 %	2,96 %	34 332	44 951 345	9,85
BRVM - ENERGIE	4	112,34	-0,04 %	1,29 %	6 184	23 534 775	14,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	107,16	-0,33 %	1,19 %	2 459	6 742 610	9,59

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	11,72
Taux de rendement moyen du marché	7,66
Taux de rentabilité moyen du marché	8,74
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	179

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,02
Ratio moyen de satisfaction	59,69
Ratio moyen de tendance	595,54
Ratio moyen de couverture	16,79
Taux de rotation moyen du marché	0,04

Suite de la page 6

tronique de Lyon, elle avait complété son cursus par un MBA à HEC Paris en 2008. Ce double parcours, scientifique et managérial, allait constituer le socle de sa trajectoire professionnelle. À sa sortie d'école, elle entame sa carrière en Europe, intégrant d'abord le cabinet de conseil Accenture, puis la banque Crédit Suisse. Ces premières expériences lui permettent de se familiariser avec les environnements complexes de la finance internationale, de la transformation des organisations et de la gestion de projets à grande échelle.

Une carrière bâtie autour de la donnée et du numérique

Après ces débuts dans le conseil et la banque, Nelly Chatue Diop oriente sa carrière vers la stratégie de données et les usages numériques. Elle rejoint successivement plusieurs grands groupes de la distribution et des services en ligne, où elle occupe des fonctions de direction. Chez Casino, puis chez Darty et Betclac, elle intervient sur des problématiques liées à la valorisation de la donnée, à l'optimisation des parcours clients et à la prise de décision stratégique. Jusqu'en 2020, elle évolue ainsi dans des environnements fortement concurrentiels, acquérant une connaissance fine des modèles économiques numériques. Ces années passées au sein de grandes entreprises structurent sa vision : la technologie n'a de sens que si elle répond à des usages concrets et s'inscrit dans des réalités économiques mesurables.

Le retour vers l'Afrique et la création d'Ejara

En 2020, Nelly Chatue Diop franchit un nouveau cap en cofondant Ejara. L'application mobile repose sur la technologie blockchain et propose des solutions d'épargne et d'investissement accessibles via le téléphone portable. L'ambition affichée est de faciliter l'accès aux produits financiers pour des populations souvent éloignées des circuits bancaires classiques. Le projet s'appuie sur un constat simple : en Afrique francophone, une large part de la population reste exclue des mécanismes d'investissement, malgré une forte pénétration du mobile. Ejara se positionne alors comme un outil intermédiaire, com-

binant simplicité d'usage et produits financiers numériques.

Des levées de fonds structurantes

Le développement d'Ejara s'organise rapidement autour de plusieurs phases de financement. En 2021, la fintech réalise une levée de fonds en amorçage de 2 millions de dollars. L'année suivante, un tour de table de 8 millions de dollars vient renforcer ses capacités financières. Ces ressources permettent à l'entreprise d'élargir son champ d'action au-delà du Cameroun. Ejara étend progressivement ses activités vers la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali et le Burkina Faso, adaptant ses offres aux cadres réglementaires et aux spécificités locales. Sous la direction de Nelly Chatue Diop, la fintech diversifie ses services, intégrant aux outils d'investissement initiaux des fonctionnalités de paiement de factures et de transfert de fonds.

Une implication au-delà de l'entreprise

Au-delà de son rôle de dirigeante, Nelly Chatue Diop était régulièrement sollicitée sur les questions liées à la régulation des actifs numériques. Elle intervenait auprès d'organismes de développement et participait à des échanges avec des acteurs institutionnels, soucieuse de rapprocher innovation technologique et cadres réglementaires. Elle s'impliquait également dans la formation, contribuant à des programmes techniques destinés aux développeurs. Référente au sein de l'association 10 000 Codeurs, elle défendait l'idée que la montée en compétences locales constituait un levier essentiel pour l'autonomie numérique du continent.

Une reconnaissance au sein de l'écosystème CEMAC

La disparition de Nelly Chatue Diop résonne particulièrement en Afrique centrale. Dans la zone CEMAC, elle s'était imposée comme l'une des figures associées à la tokenisation des actifs et à la démocratisation de l'investissement via les technologies numériques. Son approche, souvent décrite comme pragmatique, reposait sur une articulation étroite entre innovation technologique, viabilité économique et compréhension des usages locaux. Cette posture lui avait valu une reconnaissance au sein d'un écosystème encore jeune, mais en pleine évolution.

Une dirigeante attentive aux usages sociaux

À la tête d'Ejara, Nelly Chatue Diop avait conduit l'entreprise à atteindre le seuil des 100 000 utilisateurs. Un chiffre significatif dans un secteur où la confiance du public reste un enjeu central. Son travail s'inscrivait dans une logique de progression graduelle, attentive aux contraintes des utilisateurs et aux réalités économiques. Elle défendait une vision de l'inclusion financière fondée sur la transparence des outils et la pédagogie, estimant que l'adoption durable des technologies financières passait par la compréhension des mécanismes proposés. Si les causes de son décès n'ont pas été communiquées, l'annonce de sa disparition provoque une onde de choc dans les milieux de la fintech africaine. De nombreux acteurs saluent une professionnelle exigeante, capable de naviguer entre les univers de la finance classique et de l'innovation numérique. Sa trajectoire illustre les défis auxquels sont confrontés les entrepreneurs africains du numérique : conjuguer ambition technologique, contraintes réglementaires et réalités de terrain. Son absence ouvre une période d'incertitude, tant pour Ejara que pour un écosystème qui comptait sur son expertise.

Une empreinte durable dans la finance numérique africaine

Nelly Chatue Diop laisse l'image d'une entrepreneure méthodique, attachée à la cohérence entre discours et pratiques. Son parcours, depuis les grandes écoles européennes jusqu'aux marchés africains, témoigne d'une volonté de bâtir des passerelles entre des mondes longtemps séparés. À travers Ejara et ses engagements, elle aura contribué à structurer un débat encore émergent sur la place des technologies financières en Afrique francophone. Sa disparition rappelle la fragilité des trajectoires individuelles dans des secteurs en pleine mutation, mais aussi l'importance des héritages professionnels qu'elles laissent derrière elles.

Avec linfofodrome

Nestlé

Plus de 50 pays touchés par le rappel de laits infantiles
Allemagne, Chine, Brésil... de nombreux pays ont été impactés par l'alerte lancée par le géant suisse. Ce dernier est critiqué pour sa communication.

**• Ce rappel de laits infantiles fait suite au scandale autour des eaux en bouteille. AFP**

La liste des pays touchés par le rappel de lots de laits pour bébé de Nestlé s'est allongée au fil de la semaine, atteignant la cinquantaine vendredi et suscitant des craintes pour la réputation du groupe suisse. Lundi, plusieurs de ses filiales en Europe, notamment en Allemagne, en Italie et en Suède, ont annoncé procéder à un rappel volontaire de produits en raison de la présence potentielle d'une substance d'origine bactérienne susceptible de provoquer des troubles digestifs, comme des diarrhées et vomissements. «Aucun cas de maladie en lien avec les produits concernés n'a été confirmé jusqu'à présent», a indiqué tout au long de la semaine le géant suisse de l'alimentation sur son site Internet, expliquant qu'il s'agit d'une mesure de précaution. Mais la liste des pays touchés n'a cessé de s'allonger, le groupe la mettant à jour au fur et à mesure des discussions avec les autorités locales afin de respecter les procédures de rappel propres à chaque pays. Vendredi, cette liste comptait plus d'une cinquantaine de pays, dont la Chine et le Brésil, marchés importants.

Informations «au compte-goutte»?

Déjà secoué par un scandale

autour de ses eaux en bouteille, l'action Nestlé a perdu 3,59% au cours des cinq derniers jours, à 75,41 francs suisses, alors que le SMI, l'indice phare de la Bourse suisse, a gagné 1,73%. Dans une note de marché, Jean-Philippe Bertschy, analyste chez Vontobel s'inquiète surtout «du risque de réputation», l'impact financier en lui-même étant «limité» puisque les volumes affectés ne représentent qu'environ «0,5%» de son chiffre d'affaires. Mais les laits infantiles sont une catégorie de produits sensibles et «Nestlé doit désormais fournir une mise à jour claire et globale dès que l'étendue totale sera connue afin de commencer à rétablir la confiance», insiste l'analyste. L'ONG Foodwatch a reproché au groupe suisse de divulguer les détails «au compte-goutte»,

mettant en cause sa communication d'autant qu'il avait déjà procédé à un rappel, notamment en France, en décembre.

Rappel par «précaution»

Lundi, Nestlé a expliqué ce nouveau rappel par la présence potentielle de cérolyde, une substance d'origine bactérienne issue du microorganisme *Bacillus cereus*, identifiée chez un de ses fournisseurs. Bien que détecté en quantité «infime», les lots potentiellement concernés ont été rappelés «par précaution», a expliqué lundi Nestlé France dans un communiqué. Le groupe a «déjà commencé à s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs», a indiqué vendredi une porte-parole de Nestlé à l'AFP. Un outil, déjà mis en place dans certains pays, a également été développé pour rechercher le numéro de lot et vérifier s'il est concerné, a-t-elle précisé. Sur le site de chaque pays touché, Nestlé a publié les détails des numéros de lots et fourni un numéro de téléphone pour répondre aux questions des consommateurs. Ces laits infantiles sont commercialisés sous des noms différents selon les pays.

(afp)

États-Unis

Trump suggère que Marco Rubio pourrait devenir président de Cuba

Le président américain a aussi exhorté dimanche Cuba à accepter un accord, «avant qu'il ne soit trop tard».

**• Donald Trump a proféré ses menaces sur son réseau social Truth Social. AFP**

Le président américain Donald Trump a partagé dimanche sur les réseaux sociaux la suggestion d'un internaute qui lui paraît «très bien», selon laquelle le secrétaire d'État américain Marco Rubio, né de parents immigrés cubains, deviendrait le prochain «président de Cuba». Tôt dimanche, Donald Trump a republié sur sa plateforme Truth Social un message de l'utilisateur Cliff Smith, publié le 8 janvier, qui disait : «Marco Rubio sera président de Cuba», accompagné d'un emoji pleurant de rire.

Le président américain a accompagné la publication du commentaire suivant : «Cela me paraît très bien!»

L'utilisateur largement méconnu, décrit dans sa biographie comme un «Californien conservateur», compte moins

de 500 abonnés. La republication de Donald Trump intervient une semaine après que les forces américaines ont capturé le dirigeant autoritaire du Venezuela, Nicolas Maduro, lors d'une opération nocturne à Caracas qui a fait des dizaines de morts parmi les forces de sécurité vénézuéliennes et cubaines. Donald Trump a en outre exhorté Cuba à «accepter un accord, avant qu'il ne soit

trop tard» et que le pays ne se retrouve sans pétrole ni argent vénézuéliens. «IL N'Y AURA PLUS DE PÉTROLE OU D'ARGENT À DESTINATION DE CUBA - ZÉRO!», a écrit le président américain sur son réseau social Truth Social. «Je suggère fortement qu'ils acceptent un accord, AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD».

(afp)

Tourisme en Afrique du Nord

En 2025, le Maroc a confirmé son leadership devant l'Égypte et la Tunisie

Dans le duel pour le leadership du tourisme en Afrique, le Maroc a confirmé son statut acquis en 2024 de première destination touristique du continent. Le Royaume a frôlé les 20 millions de visiteurs en 2025. Les trois grandes destinations touristiques africaines ont toutes battu leurs records d'arrivées de touristes de 2024.

Comme il fallait s'y attendre, 2025 a été un millésime exceptionnel pour le tourisme nord-africain. Les trois pays d'Afrique du Nord, qui sont les principales destinations touristiques du continent, ont toutes battu leur record d'arrivées. Et le duel pour le leadership africain se poursuit entre le Maroc et l'Égypte, tout en restant en faveur du Royaume, devenu depuis 2024 la première destination touristique du continent. Selon les données provisoires disponibles, les trois pays ont accueilli 49,80 millions de visiteurs en 2025, contre 44,10 millions en 2024, soit une progression de 12,92%. Cette hausse est largement supérieure à la croissance moyenne mondiale d'environ 5%. Ce qui dénote l'intérêt grandissant que suscite pour les destinations des pays de la région. Cette performance illustre la nouvelle dynamique du secteur du



● Des sites touristiques en Afrique du Nord.

tourisme au niveau de la région où l'effet de la saisonnalité impacte moins les performances du secteur. Toutefois, cette progression n'a pas été uniforme entre les trois pays d'Afrique du Nord. L'Égypte a affiché la plus importante hausse avec une croissance des arrivées de 21,02%, devant le Maroc (+13,80%) et la Tunisie

(+7,34%). Cependant, c'est le Maroc qui maintient son rang de première destination touristique avec 19,80 millions de visiteurs, devant l'Égypte (19 millions) et la Tunisie (11 millions). Ces progressions sont les résultats de nombreux facteurs dont la poursuite de la dynamique du secteur des voyages au niveau mondial, les stratégies mises

en place par les États de la région, le développement des connexions aériennes avec les principaux pays émetteurs de touristes, les facilitations d'accès via les simplifications de visa, ... Ces chiffres, très encourageants, devraient inciter les pays de la région à conserver cette dynamique pour attirer davantage de touristes en mettant en place des

stratégies avec des objectifs ciblés. Il faut noter que le tourisme constitue un secteur stratégique dans les trois pays et génère d'importantes recettes, participe à l'équilibre de la balance des paiements, soutient les réserves en devises et constitue l'un des principaux leviers de croissance, avec des retombées directes sur plusieurs branches connexes, dont le transport, l'artisanat et les services. En conséquence, les trois pays d'Afrique du Nord sont engagés via des stratégies de moyen et long terme pour attirer davantage de touristes et consolider la contribution du secteur à leur développement économique.

Maroc: leader incontesté avec 20 millions de touristes

Le Maroc a confirmé en 2025 son leadership du tourisme africain. Pour la seconde année consécutive, le Royaume devance l'Égypte en tant que première destination tou-

ristique africaine. Ainsi, au terme de l'exercice 2025, le pays a accueilli 19,80 millions de visiteurs. Un volume record en hausse de 13,80% par rapport au niveau record de 17,40 millions enregistré en 2024, jamais atteint auparavant par un pays africain. Cette hausse à deux chiffres illustre la dynamique du secteur du tourisme marocain. Une dynamique qui s'est illustrée tout au long de l'année, confirmant l'impact négligeable de la saisonnalité de l'activité touristique. En décembre, le Royaume a accueilli 1,8 million de visiteurs, grâce aux effets de la CAN 2025 qui se déroule au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026, aux fêtes de fin d'année, au retour des Marocains résidant à l'étranger (MRE) durant les vacances de fin d'année... Ces performances illustrent l'attractivité renforcée de la destina-

Suite à la page 10

HOROSCOPE finance

Bélier Pour nombre de natifs, des questions d'héritage pourront créer des frictions et des tensions avec la proche famille, chacun ayant son idée fixe à ce sujet. Ne précipitez rien, réfléchissez longuement et n'hésitez pas à demander conseil auprès d'amis désintéressés. De toute manière, le temps arrangera tout cela, et au mieux de vos intérêts.

Taureau Vous risquez d'être confronté à des problèmes matériels concernant principalement des biens familiaux. Si vous avez l'intention de vendre un terrain ou une propriété, tâchez de traiter l'affaire dès le début de la journée.

Gémeaux Jupiter privilégiera la pierre aux dépens des valeurs mobilières. Si donc vous avez un placement à faire, tournez-vous de préférence vers l'immobilier. Cela vous portera chance en cette journée plutôt troublée. Si possible, ne manquez pas de demander conseil à des experts. Si vous êtes à la recherche d'un logement, c'est aussi aujourd'hui que vous aurez les meilleures chances possible de le trouver.

Cancer Les finances ne seront pas brillantes, mais elles seront loin d'être catastrophiques. Il faudra prévoir certains retards dans la récupération de vos créances, retards qui sont d'ailleurs dus principalement à votre négligence pour tout ce qui se rapporte aux questions pécuniaires.

Lion Les finances pourront prendre un nouvel essor et vous offrir plus de sécurité, notamment par le biais d'un héritage ou d'un gain au jeu. Vous aurez la satisfaction de réaliser une excellente affaire, mais il faudra attendre un peu avant d'en retirer le profit.

Vierge Grande animation dans le secteur finances. Vous pourriez gagner gros dans un jeu de hasard ; consultez votre nombre de chance du jour. Mais vous pourriez aussi perdre tout sens des réalités. En cas de propositions imprévues, ou si vous avez tout à coup envie de vous lancer dans une dépense onéreuse, prenez le temps de réfléchir avant de prendre une décision. Il y a en effet de fortes chances pour que votre première impulsion ne soit pas la bonne !

Balance Votre équilibre pécuniaire de base devrait rester solide. Mais vous devrez tout de même vous méfier de l'impact de Saturne. Il pourra affecter votre comportement en matière d'argent. Attention, donc, si des envies folles vous passent par la tête, à ne pas jeter vos économies par les fenêtres. Si vous êtes en voyage, notamment, méfiez-vous de la griserie afin d'éviter les dépenses superflues.

Scorpion C'est une fois de plus dans le domaine financier que pourra se faire sentir l'influence perturbante de Pluton mal aspecté. Pluton ainsi placé n'est pas forcément négatif, mais il risque de provoquer des retards dans vos affaires ou vos rentrées d'argent, ce qui pourra bien évidemment perturber vos projets. Par mesure de précaution, mieux vaudrait donc limiter sérieusement vos dépenses et éviter, si possible, de vous lancer en ce moment dans des opérations financières d'envergure.

Capricorne Avec Vénus dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Méfiez-vous, cependant, si vous avez des décisions financières importantes à prendre : Uranus sera mal aspecté ; attention au manque de lucidité ou à l'impulsivité !

Sagittaire Ne remettez pas au lendemain le règlement de problèmes pécuniaires importants. Profitez du passage des bons influx de Saturne pour vous attaquer sérieusement à ces questions : vous aurez de grandes chances de réussir.

Verseau Côté finances, vous aurez du mal à remonter la pente après vos récentes dépenses somptuaires. Le mieux serait d'aller voir votre banquier pour négocier un découvert dans de bonnes conditions. Pratiquer la politique de l'autruche ne vous serait d'aucune utilité.

Poisson Votre combativité, vous l'emploierez surtout à améliorer votre situation matérielle. En plus, comme cet aspect de Neptune vous donnera un sixième sens en matière d'argent, vous obtiendrez d'excellents résultats.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Suite de la page 9

tion Maroc en dépit d'un contexte international très concurrentiel. L'origine géographique des touristes étrangers montre une domination des Français, Espagnols et Britanniques. C'est dire qu'il s'agit surtout d'un tourisme de proximité. Cette performance marque un nouveau cap pour le tourisme marocain et confirme la pertinence des choix stratégiques adoptés par les autorités et les professionnels du secteur touristique. La dynamique de croissance du tourisme marocain s'explique par une

touristes à l'horizon 2030. Puis, il y a une offre de produits touristiques très diversifiée (balnéaire, culturel, sportif, MICE, nautique,...) évitant la dépendance de la destination à un produit touristique spécifique. A ces facteurs s'ajoute une meilleure connectivité aérienne avec les principaux émetteurs de touristes. De plus, la promotion de la destination durant les salons dédiés au tourisme produit ses effets. Le bon chiffre du mois de décembre 2025 de 1,8 million de visiteurs, contre 1,5 million en décembre 2024, s'explique aussi par la Coupe d'Afrique

pense moyenne d'un touriste s'établit à 6.900 dirhams, soit environ 750 dollars. Du côté des perspectives, le Maroc entend poursuivre sa feuille de route avec l'ambition de figurer d'ici 2030 parmi les 15 premières destinations touristiques du monde.

Egypte : près de 19 millions de visiteurs

L'Égypte a bouclé l'année 2025 avec près de 19 millions de touristes accueillis, contre 15,7 millions en 2024, enregistrant un taux de croissance de 21,02% par rapport au résultat de l'année précédente. Cette progression dépasse très largement la moyenne mondiale qui tourne autour de 5%. Le pays des pharaons signe ainsi sa meilleure année touristique. L'Égypte dépasse ainsi son objectif de 18 millions de touristes annoncé en début d'année. Ces performances confirment l'attractivité des sites culturels du pays et des nouvelles destinations balnéaires du pays. Outre la reprise du tourisme mondial, l'Égypte tire profit de sa richesse culturelle qu'offre la civilisation millénaire des pyramides. Ses offres balnéaires attirent aussi de nombreux touristes, notamment les Allemands, les Russes,...

Les Allemands arrivent en tête des visiteurs du pays, devant les Britanniques et les Saoudiens.

Pour ce qui est des perspectives, plusieurs facteurs devraient contribuer à la hausse des arrivées de touristes en Égypte en 2026. D'abord, il y a le retour de la paix à Gaza après les accords signés entre les protagonistes. L'amélioration de la sécurité au niveau de la région encourage le retour des touristes. Ensuite, il y a l'impact très attendu du Grand Musée Égyptien (GME) inauguré le 1er

novembre 2025 et sur lequel les Égyptiens comptent énormément pour doper les arrivées de touristes. Le GME a attiré 500.000 visiteurs, dont plus de la moitié d'étrangers, durant le mois de novembre. En outre, les facilités d'accès

40%, et dépassait 120 dollars par jour et par visiteur. Ambitueuses, les autorités égyptiennes comptent accroître la capacité d'hébergement du secteur hôtelier en ajoutant plus de 250.000 nouvelles chambres d'ici 2031, contre

sur l'ensemble de l'année, contre 7,60 milliards de dinars en 2024, affichant une progression de 6,58% en glissement annuel, selon les données de la banque centrale de Tunisie (BCT), arrêtées à la date du 25 décembre 2025. Les recettes touristiques demeurent parmi les principales sources de devises du pays, derrière les recettes d'exportation et les transferts de la diaspora tunisienne (8,8 milliards de dinars) et participent activement à l'équilibre de la balance des paiements. Reste que malgré cette hausse des recettes, le tourisme tunisien continue de miser sur un tourisme de masse à faible valeur ajoutée. Ainsi, d'après les données disponibles, le rapport recettes/touristes fait ressortir la dépense moyenne par touriste à hauteur de 736 dinars tunisiens, soit autour de 252 dollars américains. Une dépense dérisoire qui s'explique par la domination du tourisme de masse, globalement balnéaire, et les formules «all inclusive» qui profitent surtout aux Tours opérateurs européens. Disposant d'une offre diversifiée (culture, nautique, sportive,...), mais faiblement développée, en dehors du balnéaire, la Tunisie a intérêt à monter en gamme pour tirer plus de ressources de son tourisme. Par ailleurs, ces faibles recettes s'expliquent aussi par la domination d'un tourisme de voisinage immédiat. En effet, plus de 53% des touristes ayant visité la Tunisie en 2025 viennent de l'Algérie et de la Libye. Il s'agit globalement de touristes qui ne sont pas connus pour être dépensiers, comparativement aux européens qui visitent le pays en dehors des circuits des Tours opérateurs.

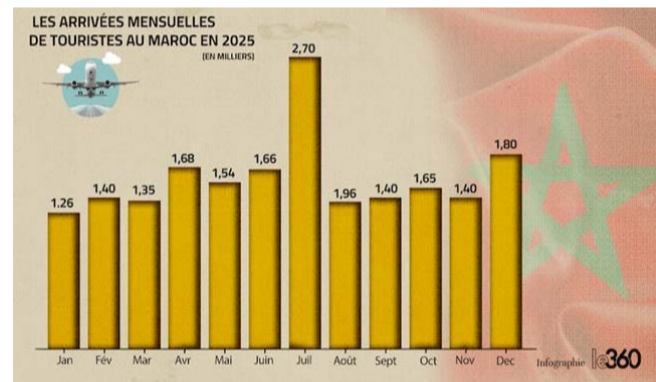


au territoire égyptien mises en place par les autorités devraient contribuer à attirer davantage de touristes. En effet, l'Égypte a introduit la possibilité d'obtenir un e-visa touristique pour les ressortissants de 74 pays. Du point de vue des recettes, les autorités égyptiennes ont fait état d'une forte hausse de la

220.000 actuellement.

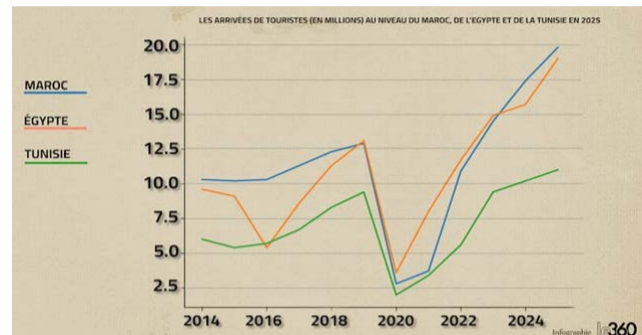
Tunisie : 8,10 milliards de dinars de recettes

Pour la Tunisie, les arrivées de touristes se sont établies à un peu plus de 11 millions de visiteurs (du 1er janvier au 22 décembre 2025), dépassant légèrement les objectifs affichés en début d'année par

**L'évolution des arrivées de touristes au Maroc en 2025 (en millions). (Sif Belghiti/Le360 Afrique)**

dépense moyenne des touristes, précisant que celle-ci, estimée à 94 dollars par jour, avait progressé de 30% à

les autorités de tutelle tunisiennes. Parallèlement, les recettes touristiques ont atteint 8,10 millions de dinars

**Évolutions des arrivées de touristes (en millions) au Maroc, en Égypte et en Tunisie sur la période 2015-2025. (Sif Belghiti/Le360 Afrique)**

conjonction de facteurs. D'abord, il y a les qualités intrinsèques de la destination Maroc (stabilité, sûreté et sécurité, infrastructures touristiques de qualité, beauté des paysages...). Ensuite, il y a la mise en œuvre réussie d'une vision stratégique avec une feuille de route 2023-2026 dotée de ressources nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dont 26 millions de

des Nation (CAN) qui attire de nombreux visiteurs, notamment des Marocains résident à l'étranger (MRE) et les diasporas africaines. Les recettes se sont établies à 124,10 milliards de dirhams à fin novembre 2025, contre 112 milliards de dirhams durant toute l'année 2024, en hausse de 18,70% par rapport à la même période de l'année dernière. Sur les 11 premiers mois de 2025, la dé-

**France****Le budget de Lecornu de nouveau rejeté en commission**

Les députés de la commission des Finances ont encore rejeté samedi la partie «dépenses» du budget de l'Etat, comme ils l'avaient fait la veille sur la partie recettes.

Les groupes RN, LFI, Ecologiste et LR ont voté contre, le PS, le MoDem et le groupe EPR (Renaissance) s'abstenant. Les groupes Liot, Horizons, UDR (ciottistes) et GDR (communistes et ultra-marins) étaient absents lors du vote, selon des participants. Le texte, examiné en nouvelle lecture après l'échec des discussions en première lecture en décembre, est débattu dans l'hémicycle à partir de mardi et théoriquement jusqu'au 23 janvier. Les débats de la commission, qui n'ont qu'une valeur consul-

**Lecornu tente d'agréger le PS et une partie des Républicains afin de constituer une majorité. AFP**

tative et ont été marqués depuis jeudi par l'absentéisme des députés, n'ont pas permis d'entrevoir ce que pourraient être les termes d'un pacte de non censure entre le gouvernement et le PS, dans l'hypo-

thèse où le Premier ministre ferait passer le budget par 49,3 ou via une ordonnance «négociée». Le rapporteur général du Budget Philippe Juvin (LR) avait proposé

un «rabet général» visant à diminuer les crédits de toutes les «missions» budgétaires à l'exception des fonctions régaliennes, espérant dégager environ 6,2 milliards d'euros d'économies. Mais il n'a pas recueilli de majorité sur l'ensemble de ses propositions, les députés rejetant notamment les rabots sur les missions Education ou Ecologie, érigées en priorité par le PS. In fine, ces deux missions ont été rejetées en bloc, comme neuf autres dont la santé, le sport ou l'action extérieure de l'Etat. Les députés parlaient de la copie adoptée

au Sénat en décembre. En reprenant la version du Sénat sur ces missions et en tenant compte de l'ensemble des amendements adoptés sur les autres, les députés ont augmenté les dépenses de 6,8 mds, a affirmé M. Juvin. Les députés ont donc encore creusé le déficit par rapport à la copie du Sénat, qui l'avait porté à 5,3% – et même 5,4% en tenant compte des recettes rendues impossibles par la non adoption du budget avant le 31 décembre -, a-t-il déploré. Alors qu'ils avaient voté contre la partie recettes, les socialistes se

sont eux abstenus «pour ne pas prendre de position définitive sur une discussion qui paraît devoir se poursuivre», a expliqué le député PS Laurent Baumel. «Ce n'est pas en commission qu'on se met d'accord», a relativisé M. Baumel, disant plutôt s'attendre à ce que le compromis se noue au fil des discussions dans l'hémicycle. Le gouvernement entend toujours doter la France d'un budget avant la fin du mois, qui permette de repasser sous les 5% de déficit et de relever les crédits de la défense.

(AFP)

Opinion

L'Intelligence artificielle redéfinit le financement des PME

Alors que l'intelligence artificielle s'impose progressivement dans les usages quotidiens, les stratégies d'entreprise et les politiques publiques, une question centrale demeure sous-explorée en Afrique : comment l'IA peut-elle transformer en profondeur le financement des PME, s'interroge Mohamed H'Midouche, expert en finance du développement et spécialiste de la transformation des systèmes financiers africains.

Les médias, les entreprises technologiques et les institutions multiplient les initiatives et les offres visant à démocratiser l'usage de l'IA dans la vie quotidienne et professionnelle. Cette effervescence, souvent centrée sur les usages individuels ou les gains de productivité, occulte pourtant une question structurante pour les économies africaines : que peut réellement offrir l'intelligence artificielle aux PME et comment les systèmes bancaires peuvent-ils en faire un levier crédible, rentable et durable de financement ?

Pour les autorités de supervision, l'enjeu n'est pas de freiner l'innovation, mais de l'orienter afin qu'elle serve à la fois la stabilité financière, la protection des usagers et l'inclusion productive. J'ai passé une grande partie de ma vie professionnelle à entendre le même diagnostic sur le financement des PME en Afrique. Les arguments sont familiers, presque rituels : insuffisance de garanties, faiblesse des états financiers, informalité, perception élevée du risque. Avec le temps, ces constats se sont figés en certitudes, façonnant les pratiques bancaires, les politiques publiques et les interventions des institutions de développement sur le continent. Je suis aujourd'hui convaincu que ce récit n'est plus suffisant – et peut-être même plus exact. La transformation profonde à l'œuvre dans le financement des PME africaines ne tient pas à la collecte de davantage de données ou à l'amélioration des formats de reporting. Elle tient à la manière dont les décisions financières sont prises. Et au cœur de cette transformation se trouve désormais l'IA. Les PME



africaines n'ont jamais manqué d'activité économique. Ce qui leur a manqué, c'est la lisibilité au sein de systèmes financiers conçus pour des contextes très différents. Pendant des décennies, les banques ont tenté d'évaluer les entreprises à l'aide d'outils statiques : bilans tournés vers le passé, garanties reflétant la propriété plutôt que la performance, et comités de crédit largement fondés sur le jugement humain. Cette approche a produit un paradoxe bien connu : les PME sont reconnues comme moteurs de l'emploi et de la croissance, mais demeurent structurellement sous-financées. L'IA modifie fondamentalement cette équation. Elle permet de passer d'un crédit épisodique, fondé sur des documents et des garanties, à une intelligence continue du risque. Au lieu de se demander si une entreprise était solvable à un instant donné, les systèmes d'IA observent son comportement dans le temps, apprennent à partir de schémas récurrents et anticipent les trajectoires futures. Le risque n'est plus supposé ; il est appris. Ce basculement constitue une rupture structurelle. Les décisions de crédit deviennent dynamiques, adaptatives et prédictives. Elles évoluent avec l'entreprise et per-

mettent au financement d'accompagner les trajectoires économiques plutôt que de les juger ex ante. Les paiements digitaux jouent dans ce contexte un rôle central mais souvent mal compris. Ils ne constituent pas la rupture en eux-mêmes ; ils en sont les capteurs. Chaque transaction électronique capte un fragment de réalité économique qui, sans intelligence artificielle, demeure une donnée opérationnelle. Avec l'IA, ces fragments deviennent une information décisionnelle exploitable.

Apport de l'IA au financement des PME

L'encadré comparatif ci-dessus met en évidence un changement de paradigme plus qu'une simple modernisation technologique. Le passage d'une évaluation statique du risque à un scoring prédictif en temps réel transforme la logique même du crédit. Il permet aux banques d'allier prudence, rentabilité et élargissement de l'accès au financement. La réduction des coûts opérationnels rend économiquement viable le financement de segments longtemps jugés trop coûteux, tandis que l'émergence d'une inclusion productive mesurable remplace le crédit au service de la performance

réelle des PME. Au-delà de ces gains d'efficacité, l'application maîtrisée de l'IA est appelée à transformer le modèle économique des banques africaines. En améliorant la segmentation du risque et l'allocation du capital, l'IA favorise l'augmentation des volumes de crédits viables, la croissance du chiffre d'affaires et, in fine, la rentabilité financière. Elle contribue également à améliorer l'image des banques auprès des dirigeants de PME et du grand public, dans un contexte où les établissements commerciaux sont souvent accusés, à tort ou à raison, de ne pas suffisamment soutenir les PME et les très petites entreprises.

Les régulateurs et les banques centrales sont confrontés à un changement de paradigme. La supervision traditionnelle ne suffit plus lorsque les décisions de crédit deviennent automatisées. La régulation doit évoluer vers une gouvernance algorithmique fondée sur la transparence, la capacité de réaliser un audit, la responsabilité et la stabilité financière. Nous le voyons, la voie à suivre impose de placer l'intelligence artificielle au cœur de la gouvernance des systèmes financiers africains. Pour les autorités de supervision, l'enjeu n'est pas de freiner l'innovation, mais de l'orienter afin qu'elle serve à la fois la stabilité financière, la protection des usagers et l'inclusion productive. L'ave-

nir du financement des PME dépendra de la capacité collective à orienter l'intelligence qui décide, au service du développement économique du continent.



● Ancien banquier international, Mohamed H'Midouche est directeur exécutif du Inter Africa Capital Group (IACG).

Premier League

Le Bayern Munich veut doubler Manchester City pour Marc Guéhi

Très courtisé depuis la fin du dernier mercato estival, Marc Guéhi est au cœur des discussions. Et si Manchester City souhaite l'enrôler rapidement, le Bayern Munich devient un sérieux candidat pour s'offrir le défenseur de 25 ans.

Sur le point de s'engager avec Liverpool l'été dernier, le défenseur de Crystal Palace, Marc Guéhi (25 ans) avait vu son transfert capoter au dernier moment, car son club n'est pas parvenu à lui trouver de successeur. Et depuis, tout le monde tente de s'arracher le capitaine des Eagles. De nombreux clubs de Premier League, mais aussi d'Europe, dont le Real Madrid et le FC Barcelone, veulent s'offrir l'international anglais aux 26 sélections (1 but), dont le contrat va expirer l'été prochain.



«Son contrat expire cet été, et si quelqu'un se présente, il y aura un moment où le club fera passer le financier avant le sportif. Je ne suis pas assez naïf pour ignorer que si City fait une offre colossale et que Marc veut partir, le transfert se fera», avait récemment annoncé son entraîneur, Oliver Glasner,

Manchester City a déjà formulé une offre de contrat à Marc Guéhi

Et d'après nos dernières informations, le défenseur central de Crystal Palace est bien courtisé par Manchester City, à la recherche de solutions pour pallier les blessures longue durée de Josko Gvardiol et Ruben Dias. Mais Pep Guardiola n'est pas seul sur ce dossier, car le Bayern

Munich est également intéressé par le défenseur central de 25 ans pour renforcer son secteur défensif. Les Bavarois disposent aujourd'hui d'un avantage dans ce dossier, notamment grâce à la préférence affichée du joueur pour un départ vers l'Allemagne. Le Bayern souhaite toutefois finaliser l'opération lors du prochain mercato estival, tandis que Manchester City tente d'accélérer les discussions pour conclure un transfert dès cet hiver en raison de ses besoins immédiats. Les Citizens ont déjà formulé une offre de contrat au défenseur anglais et cherchent à prendre de vitesse la tendance reste favorable au club munichois à ce stade. Mais à l'heure actuelle, les deux cadors européens sont en duel pour s'offrir Marc Guéhi.

Avec Footmercato

Apport de l'IA au financement des PME

Dimension	Avant l'IA	Aujourd'hui	Perspectives
Évaluation du risque	Statique, documentaire	Scoring enrichi par flux	Scoring prédictif temps réel
Accès au crédit	Lent et sélectif	Plus rapide pour PME digitalisées	Crédit embarqué et dynamique
Coûts opérationnels	Élevés	Automatisation partielle	Faibles coûts marginaux
Inclusion financière	Limitée et souvent subventionnée	Inclusion digitale	Inclusion productive mesurable

Le Togo en chiffres

4 DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		
	POUR	CONTRE
PIB/habitant (PMA, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classification IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)**	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2023)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	69%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
ARO nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

4 SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE		
	POUR	CONTRE
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

4 INFRASTRUCTURES		
	POUR	CONTRE
Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classification Africa infrastructure development index (SAFI, AIDI 2022)	43/54	-
Index de performance logistique (BM, 2023)**	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	69%
Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)**	2,5	2,5

Classements d'indicateurs de gouvernance		
	POUR	CONTRE
Transparency International 2023	126/180	-
Mo Ibrahim 2023	22/54	-
Reporters sans frontières 2024	113/180	-

Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja Bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agricultural products, 4th development in 2023 (Commission des FUS).

● Source : tresor.economie.gouv.fr



Découvrez Nos animateurs !

En exclu sur YouTube de BOA-TOGO



Fabio Kool

Cyprien

Titivi

Alida BANLAME

Junior DOGBE

Moctar

CMJN

CMJN